CEB INFO
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE
N°4 - 2016
Trimestriel / Quarterly



Migrants et réfugiés :
de l'aide d'urgence à l'intégration à long terme

Migrants and refugees:
from emergency aid to long-term integration

Sommaire

Message du Gouverneur 3

Stratégie 4
Le Conseil de direction adopte le nouveau Plan de développement 2017-2019

Événement 6
La conférence organisée par la CEB pour son 60ème anniversaire se penche sur les défis posés au modèle social et économique de l'Europe

Activité prêts/projets 8

Le Fonds pour les migrants et les réfugiés, un an plus tard

Un abri sûr pour des migrants et des réfugiés en Serbie 10

Serbie : entretien avec Aleksandar Vulin, Ministre du Travail, de l'Emploi, des Anciens combattants et des Affaires sociales 12

La Slovénie mise sur les compétences interculturelles en vue de l'intégration à long terme des demandeurs d'asile 14

RHP : construire des logements, renforcer la coopération régionale 16

La CEB approuve près de 160 millions d'euros de prêts pour 4 nouveaux projets sociaux 20

La République slovaque crée un compte fiduciaire auprès de la CEB pour la croissance inclusive 20

Activités financières et de gestion des risques 22
Principaux éléments du financement de l'activité en 2016
La CEB accueille le forum "MDB ALM & Risk Management"

Actualités 24
Départ du Vice-Gouverneur Ruiz-Ligero et arrivée de Rosa María Sánchez-Yebra Alonso
Visites officielles du Gouverneur Wenzel

Du nouveau à la CEB 26

Agenda : Principaux événements à venir
Brèves
Publications

Crédits photos : CEB Photo library, Goran Sivački, IOM, Jean-Jacques Bernard, SergZSV, Sylvie Dupic

Contents

Message from the Governor 3

Strategy 5
Governing Board adopts the new Development Plan 2017-2019

Event 7
CEB anniversary conference debates challenges to Europe's social and economic model

Loans & projects activity 9

Migrant and Refugee Fund: a year later

Safe shelter for migrants and refugees in Serbia 11

Serbia: interview with Aleksandar Vulin, Minister of Labour, Employment, Veteran and Social Affairs 13

Slovenia: building intercultural skills for long-term integration of asylum-seekers 15

RHP: building homes, strengthening regional cooperation 17

The CEB approves loans for 4 new social projects worth € 160 million 21

Slovak Republic establishes inclusive growth fiduciary account at the CEB 21

Financial and risk management activities 23
Funding highlights 2016
MDB ALM & Risk Management Forum hosted by the CEB

News 25
Departure of Vice-Governor Ruiz-Ligero and arrival of Rosa María Sánchez-Yebra Alonso
Governor Wenzel on official visits

CEB update 27

Agenda: Major upcoming events
In brief
Publications



Rolf WENZEL

Message du Gouverneur

Cher Lecteur,

Ce numéro est d'abord consacré aux migrants et réfugiés. Alors que les flux migratoires vers l'Europe se poursuivent, les pays qui reçoivent et accueillent des migrants ont encore besoin d'assistance. Le Fonds pour les Migrants et les Réfugiés de la CEB, créé il y a un peu plus d'un an, s'est avéré un instrument très utile pour les aider à faire face à l'afflux de migrants et de réfugiés: 18 projets en faveur de réfugiés ont ainsi été approuvés et sont en cours de mise en œuvre, principalement dans la région des Balkans.

Parallèlement, la Banque intensifie ses efforts pour apporter le plus large soutien possible à l'intégration à long terme des migrants et des réfugiés dans la société et sur le marché du travail des pays de destination. Nous avons approuvé plusieurs projets dans nos pays membres dans des domaines tels que le logement social, la création d'emplois et le développement des infrastructures publiques en faveur de populations vulnérables, y compris les migrants et les réfugiés.

Par ailleurs, la CEB maintient activement sa présence dans la région des Balkans par le biais d'autres initiatives, dont le Programme régional de logement (RHP) géré par la CEB. Ce programme, aujourd'hui dans sa quatrième année et récemment entré dans sa phase de mise en œuvre, change la vie de réfugiés et de personnes déplacées vulnérables en leur fournissant des solutions de logement durables.

Enfin, nos organes collégiaux ont approuvé les nouveaux objectifs stratégiques de la Banque à moyen terme: le Plan de développement de la CEB 2017-2019 élargit ainsi notre champ d'action en mettant davantage l'accent sur les mesures qui favorisent l'efficacité énergétique et l'intégration des réfugiés. La CEB continuera par ailleurs de soutenir la création et la préservation d'emplois, ainsi que les investissements publics.

Message from the Governor

Dear Reader,

The focus of this issue of CEB Info is on migrants and refugees. As the migration flows into Europe continue, the countries receiving and hosting migrants are still in need of assistance. The CEB's Migrant and Refugee Fund (MRF), established just over a year ago, has proved to be a very useful instrument for helping to tackle migrant and refugee inflows: 18 refugee projects have been approved and are underway, mainly in the Balkan region.

At the same time, the Bank is stepping up its efforts to provide maximum support for the long-term integration of migrants and refugees into the society and labour market of destination countries. We have approved several projects in our member countries in areas such as social housing, job creation and public infrastructure development benefitting vulnerable populations, including migrants and refugees.

Meanwhile, the CEB maintains its strong presence in the Balkan region through other initiatives, including the CEB-managed Regional Housing Programme (RHP). Now in its fourth year, and having recently entered the implementation stage, the programme is changing the lives of vulnerable refugees and displaced persons by providing them with sustainable housing solutions.

Last but not least, our collegial organs have approved the Bank's refocused strategic objectives for the medium term: the CEB Development Plan 2017-2019 broadens our scope of action, placing greater emphasis on measures promoting energy efficiency and the integration of refugees. The CEB will continue to support job creation and preservation as well as public investments.

Le Conseil de direction adopte le nouveau Plan de développement 2017-2019

Le Conseil de direction de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB), lors de sa 215ème réunion qui s'est tenue à Paris le 2 décembre, a approuvé le nouveau Plan de développement de la Banque pour la période 2017-2019. Le Plan sera officiellement publié début janvier 2017.

Ce document est l'aboutissement d'un processus de consultations étendu et itératif entre le Management de la Banque et les Organes collégiaux, qui a débuté en juin 2015 au cours de la Réunion Commune où des réflexions sur le rôle de la CEB ont été débattues.

Compte tenu des nombreux défis auxquels l'Europe et les pays membres de la CEB sont actuellement confrontés, le nouveau Plan de développement vise à améliorer l'efficacité de la Banque en réponse aux besoins de ses pays membres, tout en réaffirmant sa raison d'être dans un contexte en constante mutation.

Le nouveau Plan maintient l'accent sur la promotion de la croissance durable et inclusive dans des secteurs prioritaires d'activité de la CEB, dont les infrastructures publiques, la création et le maintien d'emplois, ainsi que l'aide aux groupes vulnérables. L'accès au logement et au marché du travail, en vue de faciliter l'intégration sociale des migrants, des réfugiés et des personnes déplacées, fait l'objet d'une attention particulière.

En outre, la mise en place au sein du Plan de mesures d'atténuation et d'adaptation dans le cadre de la lutte contre le changement climatique, permet de s'assurer que la CEB joue son rôle dans l'effort mondial pour la protection de l'environnement.

Le Plan de développement prévoit le renforcement de la coopération entre la CEB et ses partenaires ainsi que l'amélioration de la qualité des projets financés et l'accroissement de leur valeur ajoutée sociale, tout en garantissant la viabilité des financements par le recours à des instruments novateurs.

Le Gouverneur de la CEB, M. Rolf Wenzel, a déclaré : "Le nouveau Plan constitue la feuille de route de la Banque pour les trois années à venir. Il nous permettra de nous appuyer sur nos solides résultats afin d'améliorer notre efficacité et de continuer ainsi à soutenir pleinement les politiques sociales de nos pays membres."

Alignement des politiques de la CEB

La CEB a approuvé la révision de sa politique environnementale sous la forme d'une Politique de mesures de prévention des risques sociaux et environnementaux (PPES), étroitement liée au nouveau Plan de Développement et qui fera partie intégrante de sa mise en œuvre.

La PPES intègre le retour de cinq années d'expérience opérationnelle, inclut de nouveaux instruments de prêt, clarifie la prise en compte des risques sociaux et assure une harmonisation avec les bonnes pratiques internationales. La Politique d'Information Publique a elle aussi été mise à jour afin de tenir compte des changements introduits par la PPES en matière de divulgation et de consultation publique.

La Politique de prêt et de financement de projets qui définit les principes de base pour la sélection et la mise en œuvre des projets d'investissement de la CEB, a été modifiée afin d'intégrer les trois nouvelles lignes d'action sectorielles définies par le Plan : (i) croissance durable et inclusive ; (ii) intégration des réfugiés, des personnes déplacées et des migrants ; (iii) action pour le climat : développement de mesures d'atténuation et d'adaptation - ainsi qu'un nouveau type de programme de prêt : le programme de prêt combinant plusieurs secteurs (*Cross Sectorial Loan Programme* - CSL).

Afin de souligner l'importance de favoriser l'intégration des groupes vulnérables sur le marché du travail, dont les migrants et les réfugiés font partie, et de faciliter la création et le maintien d'emplois, la Banque a aussi modifié sa Politique relative au Compte de dividendes sociaux afin que les projets de micro-crédit puissent bénéficier de ses instruments de garantie.



Governing Board adopts the new Development Plan 2017-2019

The Governing Board of the Council of Europe Development Bank (CEB), at its 215th meeting held in Paris on 2 December, approved the CEB's new Development Plan for the period 2017-2019. The Plan will be officially published at the start of January 2017.

This represents the culmination of an extensive and incremental consultation process between the Bank's Management and the Collegial Organs, which began in June 2015 when reflections regarding CEB's role were debated at the Joint Meeting.

Taking into account the numerous challenges with which Europe and CEB member countries are currently confronted, the new Development Plan aims to enhance the Bank's effectiveness in response to the needs of its members while also reaffirming the Bank's relevance in a fast-changing environment.

In the new Plan, the focus remains on promoting sustainable and inclusive growth in key CEB activity areas, including public infrastructure, job creation and preservation, and assistance to vulnerable groups. Particular attention is given to providing access to housing and the labour market as a way of facilitating the social integration of migrants, refugees, and displaced persons.

In addition, the new Plan ensures that the CEB plays its part in global efforts to protect the environment, through climate change mitigation and adaptation measures.

The Plan foresees the further strengthening of cooperation between the CEB and its partners, enhancing the quality and social added value of the projects financed, and ensuring the sustainability of financing through the use of innovative instruments.

CEB Governor Rolf Wenzel said: "The new Plan is a roadmap for action during the next three years and will enable us to build on our strong performance and enhance our efficiency, so we can continue to give our full support to the social policies of our members."

Alignment of CEB policies

The CEB has approved a revised Environmental and Social Safeguards Policy (ESSP), which is closely related to the new Development Plan and will be part of its implementation.

The ESSP integrates lessons learned during the past five years of operational experience, accommodates new CEB lending instruments, clarifies the way in which social safeguard issues are addressed, and ensures consistency with international best practice. The Bank's Public Information Policy has also been updated to *inter alia* take into account the changes brought about by the ESSP in terms of disclosure and public consultation.

The Loan and Project Financing Policy, which defines the basic principles for the selection and implementation of the CEB's investment projects, has been amended, to integrate the three new sectorial lines of action defined by the Plan – namely: (i) sustainable and inclusive growth; (ii) integration of refugees, displaced persons and migrants; (iii) climate action: developing mitigation and adaptation measures – as well as the Cross-sectoral Loan Programme (CSL) as an additional type of Programme Loan.

To emphasise the importance of fostering labour market integration for vulnerable groups, including people of migrant/refugee origin and facilitating job creation and preservation, the Bank has also modified its Social Dividend Account Policy and allow micro-credit projects access to its risk-sharing instrument.



La conférence organisée par la CEB pour son 60ème anniversaire se penche sur les défis posés au modèle social et économique de l'Europe

La Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB) a organisé une conférence de haut niveau (en anglais) sur le thème des défis posés à une croissance plus durable et plus inclusive en Europe, à Paris, le 9 décembre 2016, en point d'orgue de l'année de son 60ème anniversaire.

Cet événement, a réuni des économistes réputés, des décideurs politiques et des universitaires, pour réfléchir ensemble aux moyens de garantir la pérennité du modèle économique et social européen (le programme complet de l'événement peut être consulté sur le site de la Banque www.coebank.org). Plus de 150 participants ont assisté à cette conférence, qui s'est tenu dans les locaux du Groupe Caisse des Dépôts.

La conférence a été inaugurée par le Gouverneur de la CEB, Rolf Wenzel, qui s'est félicité de voir la Banque organiser un débat bénéficiant de tant d'expertises. Dans son allocution, il a donné le ton des discussions et rappelé que les nombreuses difficultés auxquelles l'Europe est confrontée, la morosité qui pèse sur le contexte européen dans son ensemble, menacent non seulement l'idée de l'Europe en général mais ont aussi de graves répercussions directes sur les groupes défavorisés. "La conférence d'aujourd'hui", a-t-il souligné, "est l'occasion de débattre des problèmes qui entravent la croissance durable et inclusive en Europe, de mieux les comprendre, et d'explorer ensemble des solutions possibles pour aller de l'avant."

Quatre groupes d'experts ont débattu des défis auxquels fait face le modèle social et économique de l'Europe, dans un environnement marqué par la persistance de faibles taux de croissance et le chômage chronique des jeunes, qui compromettent les perspectives économiques et sociétales de toute une génération.





Dans le contexte actuel de la crise des migrants en Europe, les panélistes ont également abordé les risques et les opportunités découlant des migrations. Il s'agit d'une question particulièrement importante pour la CEB, dont le mandat historique est d'aider l'intégration des migrants et des réfugiés.

Reconnaissant que la montée des inégalités a conduit à un rejet de la mondialisation et attisé les sentiments nationalistes à travers le continent, les panélistes ont échangé leurs vues sur les politiques et les instruments qui pourraient aider à rétablir la confiance des populations dans le modèle social et économique européen.

Dans son discours de clôture, le Ministre français de l'Économie et des Finances, Michel Sapin, a mis en exergue la raison d'être de l'action de la CEB au service de la coopération et de la solidarité européennes, au moyen de projets concrets et de réponses concrètes aux préoccupations des citoyens européens.

CEB 60th anniversary conference debates challenges to Europe's social and economic model



The Council of Europe Development Bank (CEB) organised a high-level conference entitled "Challenges to More Sustainable and Inclusive Growth in Europe" in Paris on 9 December 2016, towards the end of its 60th anniversary year.

The event brought together world-renowned economists, policymakers and academics to discuss ways of ensuring that Europe's social and economic model remains sustainable (the full programme of the one-day event can be consulted on www.coebank.org). More than 150 participants attended the conference, which was hosted on the premises of the Caisse des Dépôts Group.

The event was opened by CEB Governor Rolf Wenzel, who expressed the CEB's satisfaction with hosting a debate so rich in expertise. In his address, Governor Wenzel set the tone by recalling that the series of challenges facing Europe and the gloomy state of European affairs at large not only threatened the European idea in general but also had serious direct repercussions for disadvantaged groups. "Today's conference," he underlined, "provides an opportunity to discuss and understand the challenges that pose an obstacle to sustainable and inclusive growth in Europe, and collectively explore possible ways forward."

Four expert panels debated challenges to Europe's social and economic model against the background of persistently low growth rates and chronic youth unemployment, which threaten the economic and societal prospects of an entire generation.

In the context of the ongoing migrant crisis in Europe, the panellists also discussed the risks and opportunities of migration. This is an issue of particular concern to the CEB, which has a historic mandate to aid the integration of refugees and migrants.

Recognising that rising inequalities have resulted in an anti-globalisation backlash and fanned nationalistic sentiments across the continent, the panellists engaged in an exchange of views on policies and instruments which could help to restore the people's trust in the European social and economic model.

The French Minister for the Economy and Finance, Michel Sapin, delivered the closing address where he emphasised the relevance of the work of the CEB in the service of European cooperation and solidarity through concrete projects and concrete answers to European citizens' concerns.



Le Fonds pour les migrants et les réfugiés : un an plus tard

Le Fonds pour les migrants et les réfugiés (MRF) est un mécanisme d'octroi de dons mis en place en 2015 par la CEB afin d'aider ses États membres à faire face à l'afflux de migrants et de réfugiés. Le MRF appuie les efforts déployés par les États membres de la CEB pour assurer le respect des droits fondamentaux des migrants et des réfugiés qui arrivent sur leur territoire, notamment l'hébergement, la nourriture et l'aide médicale, ainsi que la sécurité personnelle.



La CEB a doté le MRF d'un capital de départ de 5 millions d'euros, avec l'objectif de lever 15 à 20 millions supplémentaires grâce à des dons de ses pays membres et d'autres donateurs. À décembre 2016, 16 millions d'euros de promesses de dons avaient été reçues. Depuis octobre 2015, la CEB a approuvé plus de 18 millions d'euros pour des projets d'urgence situés en Croatie, en Grèce, dans "l'ex-République yougoslave de Macédoine", en Slovénie et en Serbie afin d'aider ces pays à faire face aux besoins les plus urgents des migrants et des réfugiés sur leurs territoires.

Priorité est donnée au financement des centres d'accueil et de transit, dont en particulier l'aide médicale aux réfugiés ainsi que la mise en place d'installations sanitaires et d'équipements destinés à la préparation de repas. Le Fonds peut aussi assister les pays membres de la CEB dans leurs efforts d'intégration des migrants pour leur permettre de reconstruire leur vie dans des conditions dignes.

La CEB collabore avec ses États membres pour lever des fonds supplémentaires et identifier des projets. Par ailleurs, la Banque travaille étroitement avec d'autres organisations internationales œuvrant sur le terrain, en particulier l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). La CEB est également en liaison avec d'autres institutions financières, comme la Banque européenne d'investissement (BEI), qui a du reste contribué au Fonds.

"L'approche de la CEB est globale et de ce fait parfaitement en phase avec les principes de la *Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants* et du *Cadre d'action global pour les réfugiés* récemment adoptés par l'Assemblée générale des Nations Unies", a déclaré le Gouverneur. "En plus, d'aider nos pays membres à faire face à la situation d'urgence en présence, nous continuons à renforcer l'intégration sociale à long terme des migrants et des réfugiés", a-t-il ajouté.

État des contributions

2016
21/12 - Hongrie € 100 000
02/12 - Allemagne : € 2 000 000
03/08 - Malte : € 50 000
10/06 - Liechtenstein : € 6 205
10/06 - Islande : € 15 226
10/06 - Norvège : € 500 000
10/05 - République tchèque : CZK 2 500 000
01/02 - France : € 3 000 000
11/01 - Albanie : € 100 000

2015
21/12 - Pologne : € 100 000
09/12 - Irlande : € 250 000
30/11 - Suède : SEK 5 000 000
19/11 - Saint-Siège : € 50 000
13/11 - Saint Marin : € 20 000
06/11 - Lituanie : € 150 000
05/11 - Luxembourg : € 500 000
26/10 - Banque européenne d'investissement : € 5 000 000
08/10 - République slovaque : € 300 000
06/10 - Allemagne : € 3 000 000
02/10 - CEB : € 5 000 000
16/09 - Chypre : € 100 000

Migrant and Refugee Fund: a year later

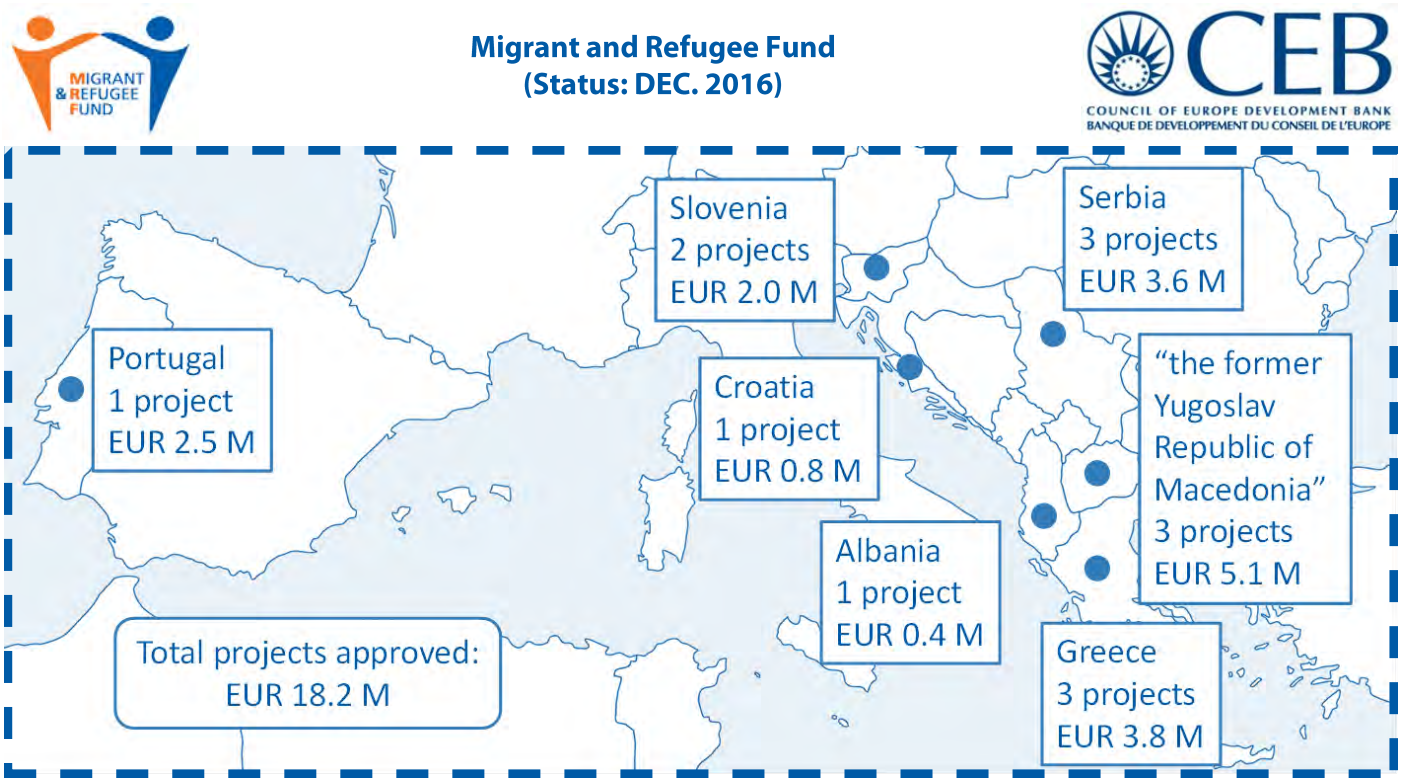
The Migrant and Refugee Fund (MRF) is a grant-based facility established by the CEB in 2015 to help its member states deal with migrant and refugee flows. The Fund supports CEB member states' efforts to ensure that migrants and refugees who arrive on their territory enjoy basic human rights, such as shelter, food and medical aid, as well as personal security.

The CEB endowed the MRF with € 5 million in seed money, targeting additional 15 to 20 million in grant contributions from member countries and other donors. As of December 2016, additional € 16 million have been pledged. Since October 2015 the CEB has mobilised over € 18 million in MRF emergency projects located in Croatia, Greece, Slovenia, Serbia, and "the former Yugoslav Republic of Macedonia" to assist the countries in meeting the most urgent needs of migrants and refugees on their territory.

Priority was given to the financing of reception and transit centres, especially to the provision of medical care to refugees and the installation of sanitary facilities and food preparation equipment in those centres. The Fund can also be used to help CEB member countries integrate migrant populations and enable them to rebuild their lives in dignified conditions.

The CEB is engaging with its member states to raise additional funds and identify projects. Additionally, the Bank is cooperating with other international organisations working to address the crisis in the field, in particular the International Organization for Migration (IOM). The CEB is also liaising with other financial institutions, such as the European Investment Bank (EIB) which is also a contributor to the Fund.

"The CEB's approach is a comprehensive one, and as such it is entirely consistent with the principles of the *New York Declaration for Refugees and Migrants* and the *Comprehensive Refugee Response Framework* recently adopted by the United Nations General Assembly," said Governor Wenzel. "In addition to helping our member countries deal with the emergency situation at hand, we continue to strengthen the social integration of migrants and refugees in the long run", he added.



Un abri sûr pour des migrants et des réfugiés en Serbie

Dans le centre d'accueil d'Adaševci, situé à la frontière séparant la Serbie de la Croatie, près de 1 000 migrants et réfugiés, originaires de 12 pays différents, cohabitent en paix. Aucun d'entre eux n'avait prévu de se retrouver là.

Adele Shirza, 28 ans, a quitté l'Afghanistan accompagnée de son mari et de ses deux jeunes enfants pour s'embarquer dans un périple qui aura duré 11 mois. Son rêve ? Atteindre l'Allemagne où elle espère s'installer et trouver du travail dans son domaine. En raison du renforcement des contrôles aux frontières le long de la route des Balkans, la petite famille s'est toutefois retrouvée bloquée en Serbie, où elle attend d'être autorisée à continuer son chemin.

On compte actuellement 6 000 migrants et réfugiés en Serbie. S'il est vrai que le pays disposait de plusieurs centres d'accueil avant la crise migratoire, ces derniers n'étaient absolument pas équipés pour recevoir un si grand nombre de personnes susceptibles de devoir rester pendant des mois. En l'absence de logement, quel qu'il soit, nombre de migrants se sont vus forcés de dormir dehors, souvent par temps froid, mettant leur santé en danger et s'exposant aux vols et à la violence, les plus vulnérables étant les femmes et les enfants.

Le MRF appuie le renforcement des capacités

Sans l'aide de la CEB, il n'aurait pas été possible de fournir des abris sûrs et sécurisés aux migrants, réfugiés et demandeurs d'asile en situation vulnérable. À l'aide de la subvention de € 500 000 accordée par le Fonds pour les migrants et les réfugiés (MRF), l'Organisation internationale pour les migrations a pu transformer un ancien motel d'Adaševci situé à la frontière croate et une usine de Vladičin Han qui avait fermé ses portes, proche de la frontière avec "l'ex-République yougoslave de Macédoine", pour en faire deux centres d'accueil à même d'accueillir les migrants et les réfugiés en toute sécurité.

Les travaux de reconstruction consistaient à rénover les infrastructures existantes, à mettre en place des installations sanitaires, et à fournir du mobilier de base et des équipements essentiels qui soient conformes aux normes internationales. Ces nouveaux centres d'accueil ont permis à la Serbie d'honorer l'engagement qu'elle avait pris conjointement avec les pays des Balkans occidentaux, à savoir, renforcer sa capacité à héberger les migrants dont le séjour était de plus longue durée.

"Cela fait plus de quatre mois que nous vivons dans le centre d'Adaševci et je suis très heureuse qu'on nous ait trouvé une chambre, car nous n'avons pas à vivre sous une tente. Tout le monde est très gentil ici et l'on fait beaucoup de choses pour les enfants", explique Adele.

Le centre est dirigé par le Commissariat aux réfugiés de la République de Serbie, qui fournit à ses résidents trois repas par jour et un accès 24 h/24 aux services de santé. Les enfants comptent pour la moitié de la population du centre. Nombre d'entre eux sont des mineurs non accompagnés.

Dragan Velimirović, le coordinateur du centre d'accueil d'Adaševci, affirme que le Commissariat aux réfugiés a mis à contribution la société civile afin d'organiser des activités et des jeux pour les enfants, qui peuvent ainsi participer à des ateliers artistiques, apprendre l'anglais ou l'allemand, ou même la couture.

"Notre objectif est de former les réfugiés à un travail et d'apprendre des langues aux enfants, afin qu'ils soient prêts lorsqu'ils quitteront la Serbie pour se rendre dans un pays de l'Union européenne", ajoute M. Velimirović.

En attendant, les personnes qui ne sont pas encore parties cherchent à tirer le meilleur de la situation. "Je sais bien que la vie dans les camps ne vaut pas la vie chez soi, mais j'essaie de rester positive et de faire en sorte que notre séjour ici soit aussi agréable que possible, raconte Adele. Je me sens en sécurité en Serbie."



Safe shelter for migrants and refugees in Serbia



In the Adaševci reception centre, at the border between Serbia and Croatia, about 1 000 migrants and refugees from 12 countries live peacefully side by side. None of them had planned to be there.

Adele Shirza (28) left Afghanistan with her husband and two small children on a perilous journey that lasted for 11 months. Her dream? To reach Germany, where she hoped to settle down and be able to work in her profession. The tightening of borders along the Balkan route, however, left the family stranded in Serbia, waiting to be allowed to continue their journey.

There are currently about 6 000 migrants and refugees in Serbia. While the country did run reception centres before the crisis, their capacity was entirely inadequate to accommodate such large numbers of people who were likely to stay for many months. In the absence of any kind of housing, many migrants had to sleep outdoors, often in cold weather, exposed to health hazards and vulnerable to robbery and violence. Women and children were particularly in danger.

MRF funds additional capacity

The CEB's funding was absolutely critical in providing safe and secure shelter to vulnerable migrants, refugees, and asylum seekers. With a € 500 000 grant from the Migrant and Refugee Fund, the International Organisation for Migration (IOM) refurbished a former roadside hotel in Adaševci, on the border with Croatia, and a closed factory in Vladicin Han, close to the border with "the former Yugoslav Republic of Macedonia", turning them both into reception centres capable of providing safe shelter.

The reconstruction works included upgrading the existing infrastructure, installing sanitary facilities and providing basic furniture and necessary equipment in line with international standards. These new reception centres help Serbia honour its commitment – made jointly with the Western Balkan countries – to increase its capacity to house migrants for longer-term stays.

"We have been in the Adaševci centre for four months and I am very satisfied to have got a room for our family, since we are not in a tent. People around us are very kind and there are a lot of activities for the children," says Shirza.

The centre is run by the Commissariat for Refugees and Migrants, which ensures three daily meals and 24 hour/day access to healthcare for its inhabitants. Children make up about half of the centre's residents; many of them are unaccompanied minors.

Dragan Velimirović, Coordinator of the Adaševci reception centre, says the Commissariat for Refugees and Migrants has enlisted the help of civil society organisations to provide activities and entertainment for the children, offering them the possibility to attend art workshops, study English or German or even learn how to sew.

"Our aim is to train refugees for some kind of occupation and for children to learn languages, to make them ready when they leave for an EU country" adds Velimirović.

In the meantime, those still at the centre are trying to make the best of it. "I am aware that life in the camp is not like being at home, but I am trying to stay positive and make our stay as pleasant as possible," says Shirza. "I feel very safe in Serbia."

Serbie : entretien avec Aleksandar Vulin, Ministre du Travail, de l'Emploi, des Anciens combattants et des Affaires sociales

La Serbie a été l'un des pays européens les plus touchés par l'afflux de migrants et de réfugiés. Comment le gouvernement a-t-il réagi ?

Dans les premiers temps de la crise, le gouvernement de la République de Serbie a formé un groupe de travail en vue de résoudre les problèmes des flux migratoires mixtes grâce à la coordination du Ministère du Travail, de l'Emploi, des Questions sociales et des Anciens combattants. Le groupe de travail gouvernemental de la République de Serbie couvre l'ensemble des secteurs liés à l'aide, et chaque institution ou autorité publique agit dans la limite de sa juridiction.

En septembre dernier, nous avons adopté le Plan d'intervention pour la période s'étendant d'octobre 2016 à mars 2017. Ce Plan d'intervention couvre l'ensemble des principaux secteurs d'aide, à savoir : garantir une aide d'urgence aux migrants, assurer la protection des personnes dans le besoin, notamment la protection internationale des personnes qui en ont fait la demande et qui remplissent les conditions requises conformément à la loi sur le droit d'asile ; l'hébergement au sein de centres d'accueil temporaires ; la nourriture ; la protection psychologique, sociale et sanitaire, ainsi que la coopération avec les communautés locales de façon à assurer un seuil de tolérance acceptable envers les migrants. Ces mesures ont permis à la Serbie, lors de la période précédente, de montrer l'exemple à l'ensemble des pays traversés par la route qu'empruntent les migrants.

Ce faisant, le gouvernement a adopté une approche responsable, proactive et humaine de la crise des migrants et des réfugiés.

Comment le financement octroyé par la CEB a-t-il contribué à gérer cette crise ?

La Serbie est profondément reconnaissante à la Banque de Développement du Conseil de l'Europe d'avoir été parmi les premières institutions – je tiens à le signaler – à reconnaître, à un moment crucial, le besoin d'aider la Serbie à gérer efficacement la crise migratoire.

Je souhaite également souligner l'importance du soutien apporté, en particulier parce qu'il est venu sous la forme d'une aide financière directe. Les fonds octroyés par la Banque de Développement du Conseil de l'Europe à la République de Serbie pour l'année 2016 et le nouvel accord signé entre le Gouverneur de la CEB, M. Rolf Wenzel, et le Premier ministre de la République de Serbie, M. Aleksandar Vučić, en septembre 2016, ont permis l'acquisition des denrées alimentaires et du matériel nécessaires, ainsi que le recrutement des personnes dans les centres d'accueil pour l'aide et l'assistance aux migrants, d'où l'amélioration des conditions de vie des réfugiés et des migrants vivant en Serbie. C'est bien de cela que nous sommes reconnaissants.

Depuis la fermeture de la route des Balkans, la nature de l'afflux migratoire a changé. Comment la collaboration avec la CEB a-t-elle évolué pour relever ces nouveaux défis ?

À l'heure actuelle, plus de 6 000 migrants vivent dans notre pays, et, grâce au soutien des donateurs et en coopération avec les organismes des Nations Unies et des organisations humanitaires internationales, nous avons déployé des efforts considérables pour fournir l'aide nécessaire à toutes les personnes hébergées tant au sein des centres d'accueil temporaires pour migrants que des centres d'asile permanents. Les besoins des personnes vivant dans ces deux types de centres depuis plusieurs mois ont changé. Il leur faut non seulement des plats cuisinés, des vêtements, des chaussures, des lits, etc. mais aussi, dans le même temps, plus de protection sanitaire, psychologique et sociale. Néanmoins, les centres ont permis de répondre à ces besoins. Je tiens également à faire remarquer qu'un tiers des migrants sont des enfants.



Nous sommes reconnaissants de la flexibilité dont nous avons bénéficié, car nous avons eu la possibilité, à tout moment, d'ajuster l'aide reçue à notre situation concrète sur le terrain. Ceci, bien entendu, n'aurait pas été possible sans la bonne volonté des deux parties, la flexibilité des partenaires, et l'échange d'expériences et d'informations.

Nous citons toujours le modèle de coopération avec la CEB comme étant l'un des meilleurs exemples de coopération réussie.

Serbia: interview with Aleksandar Vulin, Minister of Labour, Employment, Veteran and Social Affairs



Serbia has been one of the European countries most affected by the influx of migrants and refugees. What was the government's response?

Soon after the beginning of the crisis, the Government of the Republic of Serbia established a Working Group for solving the problems of mixed migration flows, with the Ministry of Labour, Employment, Veteran and Social Affairs as the Group's coordinator. The Government Working Group of the Republic of Serbia covers all support sectors, with each institution and public authority acting within its own jurisdiction.

In September this year we adopted the Response Plan for the period between October 2016 and March 2017. It covers all key support sectors: securing emergency help to migrants, securing protection to persons in need, including international protection to persons who have requested it and who meet the conditions laid down under the Law on Asylum; accommodation in temporary reception centres; food; psycho-social support and health protection, as well as cooperation with local communities in order to maintain levels of tolerance towards migrants, which served as an example for all countries on the migrant route in the previous period.

In so doing, the Government adopted an accountable, proactive and human approach of the migrant and refugee crisis.

How did the funding received from the CEB help manage the crisis?

Serbia is most sincerely grateful to the Council of Europe Development Bank for being among the first institutions which, I have to emphasise, at the key moment recognised the need to help Serbia in efficiently managing the migration crisis.

I would also like to stress the importance of the support provided, especially because it is in the form of direct budget assistance. With the funds allocated by the Council of Europe Development Bank to the Republic of Serbia for 2016 and the agreement signed in September 2016 between CEB Governor, Mr. Rolf Wenzel and Prime Minister of the Republic of Serbia, Mr. Aleksandar Vučić, for the coming year, the necessary food and equipment have been procured and persons have been engaged in reception centres to provide help and assistance to the migrant populations, thus improving the conditions for refugees and migrants residing in Serbia, and that is what we are grateful for.

Since the closing of the Balkan route, the nature of the migrant influx has changed. How has collaboration with the CEB evolved to meet the new challenges?

At this moment, there are more than 6 000 migrants residing in our country and, with help from donors and in cooperation with UN agencies and international humanitarian organisations, the country has made enormous efforts to provide the necessary help to all these people in reception centres for migrants and permanent asylum centres. The needs of the people who have been residing in temporary reception centres and permanent asylum centres for several months have changed. Now, not only do they need cooked meals, clothes, footwear, beds, etc., but at the same time their need for health and psycho-social protection has increased and, in the centres, they have been provided with this help. I should point out that one third of the migrant population are children.

We are grateful for the Bank's flexibility, since it has enabled us, at any given time, to adjust the help to our actual situation in the field. This, of course, would not have been possible without goodwill on both sides, and flexibility and exchanges of experience and information on the part of our partners.

We always mention our model of cooperation with the Council of Europe Development Bank as one of the best examples of successful cooperation.

La Slovénie mise sur les compétences interculturelles en vue de l'intégration à long terme des demandeurs d'asile

Au plus fort de la crise, jusqu'à 10 000 réfugiés et migrants traversaient chaque jour la Slovénie dans l'espoir, pour la plupart, d'atteindre l'Allemagne ou l'un des pays scandinaves. La CEB fut l'un des premiers donateurs à apporter une aide d'urgence à la Slovénie, et le don de 1,5 million d'euros accordé par le Fonds pour les migrants et les réfugiés (MRF) a permis à l'Agence slovène pour la protection civile et l'aide en cas de catastrophe de mieux faire face à la situation. Un autre don d'un demi-million d'euros a été approuvé en faveur de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) en Slovénie afin d'apporter protection et assistance aux réfugiés et migrants qui arrivent en Slovénie ou la traversent.

À l'époque, le nombre de demandeurs de protection internationale en Slovénie était négligeable. Cependant, depuis la fermeture de la route des Balkans occidentaux, en mars 2016, de nombreux migrants et de réfugiés se sont retrouvés bloqués dans le pays, entraînant une hausse vertigineuse du nombre de demandes d'asile.

Dans un environnement opérationnel qui évolue, les mesures visant à appuyer l'intégration à long terme ont gagné en importance. La CEB a su s'adapter rapidement à la nouvelle situation et orienter le financement sur les interventions visant notamment à renforcer la médiation culturelle et les compétences interculturelles des prestataires de services publics, organisés par l'IOM.

Le développement et le renforcement des compétences interculturelles des professionnels en contact régulier avec les demandeurs d'asile constituent un facteur essentiel d'intégration. Les agents de première ligne participant à la prestation de services sociaux, de santé et d'éducation sont souvent le premier et l'unique contact qu'ont les migrants avec le monde extérieur aux centres d'accueil. L'appui fourni par ces prestataires de services publics peut jouer un rôle crucial dans la réussite de l'intégration des demandeurs d'asile.

Un partenariat avec l'OIM sur le terrain

"Nous sommes reconnaissants à la CEB de ce don qui a aidé l'OIM à porter assistance en temps voulu aux réfugiés et migrants, et permis également de forger des partenariats entre ces derniers et les communautés et gouvernement des pays d'accueil. Grâce au soutien de la CEB, le bureau de l'OIM en Slovénie a pu fournir aux migrants des articles de première nécessité et une assistance psycho-sociale. Des activités de renforcement des capacités et d'intégration des migrants ont par ailleurs été organisées au travers d'ateliers de médiation culturelle et d'événements sur la façon d'aborder le marché du travail. Nous avons aussi travaillé à sensibiliser et informer le grand public aux problèmes de migration", ce qui est essentiel, a déclaré M. Eugenio Ambrosi, Directeur Régional de l'IOM pour l'UE, la Norvège et la Suisse.

"Cette aide a été et continuera d'être vitale pour cultiver tous les bienfaits que les migrants sont susceptibles de procurer si on leur laisse une chance de s'intégrer et d'apporter leur contribution," a-t-il ajouté.

Grâce au financement du MRF, l'OIM, partenaire de la CEB, a mis en place deux séances de formation visant à sensibiliser les fonctionnaires aux concepts de migration et aux dynamiques d'intégration. Les invitations à ces formations étaient adressées aux personnels qui jouent un rôle clé auprès des migrants et des réfugiés, à savoir les travailleurs sociaux, les enseignants et les équipes de santé opérant aussi bien au niveau local et régional qu'à celui des institutions internationales.

L'intérêt pour ces formations a dépassé toutes les attentes, et l'OIM a reçu trois fois plus de demandes que prévu. En fin de compte, 65 participants ont assisté à deux séances de formation, l'une à Ljubljana, la capitale, l'autre à Maribor, la deuxième plus grosse ville de Slovénie.

Les séances pratiques consistaient en des ateliers permettant aux participants d'examiner différents types de situations auxquelles se retrouvent confrontés les demandeurs d'asile et les réfugiés dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'aide sociale. "Le contenu des formations m'a beaucoup plu parce qu'elles abordaient la question sous différents aspects. Nous avons acquis de nombreuses connaissances pratiques, ce qui est important dans mon travail auprès des mineurs non accompagnés", affirme Mateja Trebec, une assistante sociale de Postojna.

Le grand nombre de demandes reçues reflète le besoin d'acquérir davantage de compétences interculturelles, notamment dans le secteur de l'éducation. Le réseau d'experts intersectoriels établi pendant la formation devrait fournir un appui et une assistance mutuels qui faciliteront le traitement des cas difficiles et l'identification de solutions possibles.

"L'environnement accueillant et agréable de la formation nous a permis d'échanger et de partager nos expériences", déclare Alida Šuligoj, spécialiste de l'éducation des adultes. "Cela a été l'occasion de rencontrer de nouvelles personnes, avec lesquelles je collabore toujours aujourd'hui."



Slovenia: building intercultural skills for long-term integration of asylum-seekers

At the height of the crisis, up to 10 000 refugees and migrants passed through Slovenia daily, most hoping to reach Germany or one of the Scandinavian countries. The CEB was among the first donors to provide emergency aid to Slovenia, in the form of a € 1.5 million grant from the Migrant and Refugee Fund (MRF) that allowed the Agency for Civil Protection and Disaster Relief to better respond to the migrant situation. Another € 0.5 million MRF grant was approved to the International Organisation for Migration (IOM) Slovenia to provide necessary assistance and protection to the refugees and migrants arriving or transiting through Slovenia.

At the time, the number of refugees asking for international protection in Slovenia was negligible. However, with the closing of the Western Balkans route in March 2016, many migrants and refugees found themselves stranded in the country, causing the number of asylum applications to soar.

In a changed operational environment, measures to support long-term integration became increasingly important. The CEB was able to adapt to the new situation quickly and direct funding to actions such as training in cultural mediation and intercultural competencies for public service providers.

A key supporting element of integration is the development and strengthening of intercultural skills among professionals who are in regular contact with asylum seekers. Frontline workers engaged in the provision of health, education and social services are often the first and only point of contact the migrants have with the world outside the reception centres. The supporting role that public service providers can play in the successful integration of those granted asylum is therefore crucial.

Partnering with IOM in the field

"We are very grateful for the CEB grant which has helped IOM provide timely assistance to migrants and refugees, and has also enabled partnerships between migrants, host communities and governments to form. With CEB support, IOM's office in Slovenia has provided migrants with non-food items and psycho-social assistance as well as migrant capacity building and integration activities through cultural mediation workshops and labour market integration events. Crucially, we have also worked to raise awareness and understanding about migration issues among the general public", said Mr. Eugenio Ambrosi, IOM's Regional Director for the EU, Norway and Switzerland.

"This support has been and will continue to be vital for nurturing the benefits that migrants can bring when given a chance to integrate and contribute," Mr. Ambrosi added.

With the funding from the MRF, the CEB's partners from the IOM organised two training sessions to increase awareness among public servants of the concepts of migration and the dynamics of integration. Invitations to the training sessions were targeted to key personnel such as social workers, teachers, and healthcare staff from local, regional and international institutions.

Interest in the training surpassed all expectations: IOM received three times more applications than planned for. In the end, 65 participants attended two training sessions, one in the capital Ljubljana and the other in the second largest Slovenian city, Maribor.



The practical sessions consisted of workshops that enabled the participants to examine different life situations asylum seekers and refugees are faced with in the areas of education, health and social care. "I was very satisfied with the content of the training, as it addressed different aspects of the issue. We acquired a lot of practical knowledge, which is important for my work with unaccompanied minor children," says Mateja Trebec, a social worker from Postojna.

The large number of applications received reflects the need for more intercultural competencies, especially in the education sector. The network of cross-sectoral experts established during the training is expected to provide mutual support and assistance in dealing with demanding cases and identifying potential solutions.

"It was a pleasant and comfortable environment which enabled us to discuss and exchange our experiences," says Alida Šuligoj, Adult Education Organiser. "It was also an opportunity to meet new people, with whom I still cooperate today."

RHP : construire des logements, renforcer la coopération



800 familles relogées en 2016

Marko et Dusica Uzelac sont arrivés en Serbie à l'été 1995, juchés sur un tracteur, avec pour seules possessions les quelques effets personnels qu'ils pouvaient porter. Ils ont fini par s'installer chez des proches à Obrenovac, dans un appartement de 50 m^2 qui accueillait parfois jusqu'à une vingtaine de personnes en même temps. Marko, qui travaillait comme cuisinier en Croatie, a rapidement déniché des petits boulots de serveur pour subvenir aux besoins de sa famille. En revanche, trouver un logement pérenne pour eux quatre s'est avéré hors de portée.

La famille Uzelac fait partie des quelque trois millions de réfugiés déplacés à l'intérieur de l'ex-Yougoslavie et par-delà ses frontières suite aux conflits armés survenus dans les années 1990. Depuis vingt ans, bon nombre de ces réfugiés ont réussi à refaire leur vie en s'intégrant dans leur contrée d'adoption, en s'installant ailleurs ou en retournant au pays. Cependant, la région compte encore des dizaines de milliers de personnes déplacées, dont beaucoup vivent dans des conditions précaires et sans logement permanent.

Le RHP : des solutions pérennes pour les réfugiés

Depuis 2011, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, le Monténégro et la Serbie ont repris leur coopération mutuelle et réaffirmé leur volonté de mettre fin à la situation de déplacement prolongé des populations les plus vulnérables. C'est ainsi que le Programme régional de logement (RHP) a vu le jour.

Cette initiative régionale, qui s'inscrit dans le cadre du Processus global de Sarajevo, est approuvée par la communauté internationale, notamment l'Union européenne (représentée par la Commission européenne), les États-Unis d'Amérique, la Banque de développement du Conseil de l'Europe (CEB), le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

Aider les plus vulnérables en fonction de leurs besoins

Le processus de sélection des bénéficiaires est un élément clé du RHP dont le suivi est assuré par le HCR et l'OSCE. Il a pour vocation de veiller à ce que les logements du RHP soient effectivement mis à la disposition des personnes qui en ont le plus besoin, qu'elles soient réfugiées ou déplacées. Fin 2016, la plupart des 7 900 familles bénéficiant des financements actuellement disponibles dans le cadre du RHP avaient déjà été sélectionnées.

Les bénéficiaires du RHP, comme la famille Uzelac, ont le choix entre le retour volontaire ou la réintégration dans leur lieu d'origine, ou bien l'intégration dans leur lieu de résidence actuel. Par ailleurs, ils se voient offrir le logement le mieux adapté à leurs besoins et à leur profil familial. Ces modalités impliquent de construire de nouveaux immeubles résidentiels, de reconstruire/rénover des immeubles ou des maisons déjà existants, de fournir des lots de matériaux de construction, de mettre à disposition des maisons préfabriquées et d'acquérir des appartements ou des maisons de village.

Marko et Dusica Uzelac ont choisi d'acheter une maison dans le village dans lequel ils vivent depuis des années, non loin de leurs filles aujourd'hui adultes et de leurs six petits-enfants. Ils sont heureux d'avoir un potager où ils peuvent cultiver des légumes.

Pour d'autres réfugiés, notamment les personnes âgées, les appartements sont généralement une meilleure option. Cela a été le cas pour Petar Eror, rapatrié en Croatie, qui a vécu pendant des années dans une maison de village délabrée et isolée avant de partir s'installer à Korenica dans un appartement construit grâce au RHP.

"Honnêtement, j'ai obtenu bien mieux que ce que je pouvais imaginer", déclare Eror. "Le centre de soins est à 80 mètres à peine, j'ai un kiosque à journaux, des commerces, des voisins… tout ce qu'il me faut. Je n'ai plus l'âge d'aller couper du bois ni de porter des charges lourdes".

•••

Building homes, strengthening regional cooperation

New homes for 800 families in 2016

In the summer of 1995, Marko and Dusica Uzelac arrived in Serbia on a tractor, with what belongings they could carry. They ended up in Obrenovac living with relatives – sharing a 50sqm flat with up to 20 people at times. Marko used to be a cook back in Croatia so he quickly managed to find odd jobs as a waiter to support the family. Securing a home for the four of them, on the other hand, proved elusive.

The Uzelac family is among an estimated three million refugees displaced both within and beyond the borders of the former Yugoslavia as a consequence of armed conflicts in the nineties. During the past two decades, many of those refugees have managed to re-establish their lives through local integration, resettlement or return. However, tens of thousands still remain displaced throughout the region, many of them living in precarious conditions and with no permanent housing.

RHP: durable solutions for refugees

Since 2011, Bosnia and Herzegovina, Croatia, Montenegro and Serbia have re-established mutual cooperation and reaffirmed their commitment to resolving the protracted displacement situation of the most vulnerable populations. As a result, the Regional Housing Programme was established.

As part of the overall Sarajevo process, this regional initiative is endorsed by the international community, including the European Union represented by the European Commission, the United States of America, the CEB, the UNHCR and the OSCE.

Regional Housing Programme

Helping the most vulnerable according to their needs

The process of selecting beneficiaries is a crucial element of the RHP, and it is monitored by the UNHCR and OSCE. Its purpose is to ensure that RHP housing units are provided to those refugees and IDPs that are most in need. At end-2016, out of the 7 900 beneficiary families covered by currently available RHP funding, most had already been selected.

RHP beneficiaries, like the Uzelac family, have the choice of either voluntary return or reintegration in their place of origin or integration in their place of current residence. Moreover, they are provided with the most suitable housing option, based on their needs and family profile. These modalities include the construction of apartment buildings; the reconstruction/renovation of existing buildings or houses; the provision of building material packages; the provision of pre-fabricated houses and the purchase of apartments or village houses.

Marko and Dusica Uzelac chose to buy a house in the village in which they have been living for years now, close to their grown-up daughters and their six grandchildren. They are happy to have a garden where they can grow some vegetables.

For other refugees, particularly the elderly, an apartment is a better housing solution. This is the case of Petar Eror, a returnee to Croatia, who used to live for years in a dilapidated and isolated village house before moving into an RHP-built apartment in Korenica.



"To be honest, I got more and better than what I could imagine," says Eror. "The health centre is 80m away, I have press, commerce, neighbours – everything. I am no longer fit for chopping wood and carrying things."

L'une des clés de voûte du RHP est sa dimension régionale. "L'envergure de ce programme dépasse les frontières de nos pays et prouve que la coopération et la réconciliation régionales peuvent apporter des solutions au problème de longue date des réfugiés dans notre région", affirme Ivica Dačić, Vice-Président du gouvernement de Serbie.

Les quatre pays partenaires travaillent en étroite collaboration pour atteindre leur objectif commun. Ils se soutiennent mutuellement et échangent des informations au quotidien afin de mettre en œuvre le RHP à un rythme soutenu, de trouver des synergies dans leurs travaux et de tirer des enseignements de leurs expériences respectives dans le cadre de ce Programme.

"Il est important de souligner que le RHP bénéficie non seulement aux populations déplacées mais aussi à l'ensemble de la région, puisqu'il contribue à la stabilité et aux relations de bon voisinage", déclare Semiha Borovac, Ministre des Droits de l'homme et des Réfugiés de Bosnie-Herzégovine.

Renforcement des capacités locales

L'un des facteurs qui distinguent le RHP des autres programmes de logement dans la région réside dans sa forte appropriation par les pays partenaires. Cette particularité contribue à renforcer la capacité institutionnelle des pays à mettre en œuvre des projets, conformément aux directives de l'Union européenne. Le soutien aux structures nationales est assuré au moyen d'une assistance technique intégrée au sein des institutions chargées de la mise en œuvre, afin d'appuyer l'exécution et la gestion des projets. Cette assistance technique est financée par l'Union européenne et acheminée par la CEB.

Le RHP contribue également à renforcer la coopération entre l'État et les administrations autonomes locales, car le programme est mis en œuvre dans des centaines de municipalités de la région. Le soutien accordé par les municipalités au RHP est décisif. En effet, celles-ci se chargent de délivrer les permis de construire et les certificats d'approbation technique, ainsi que de fournir des terrains et des infrastructures. Les administrations locales maîtrisent en grande partie les projets et participent activement à leur mise en œuvre, y compris en ce qui concerne la passation des marchés et la sélection des bénéficiaires.

Donateurs

Lors d'une réunion de l'Assemblée des Donateurs qui s'est tenue il y a peu à Paris, l'Union européenne, représentée par la Commission européenne (le principal donateur du RHP), a annoncé son intention de s'acquitter entièrement de son engagement relatif au montant initialement promis au RHP. Les nouveaux fonds devraient permettre de financer jusqu'à 3 000 logements supplémentaires d'ici 2021. Par ailleurs, l'Allemagne s'est engagée à verser 1 million d'euros supplémentaires au Fonds. l'Italie, la Norvège, la Suisse, le Danemark, la Turquie, le Luxembourg, Chypre, la Roumanie, la République slovaque, la République tchèque et la Hongrie, contribuent également au RHP.

Les parties prenantes du RHP ont reconnu que des progrès considérables ont été réalisés dans la mise en œuvre du programme, qui en est à sa quatrième année. À la fin de l'année 2016, près d'un millier de logements auront été livrés, et ce chiffre devrait quadrupler en 2017. En 2018, il est prévu de mettre environ 8 000 logements à disposition de quelque 23 000 réfugiés ou personnes déplacées en situation de vulnérabilité.

Pour reprendre les mots de Marko Uzelac : "Il est bon de savoir que quelqu'un se soucie de nous".



One of the cornerstones of the RHP is its regional character. "The importance of this Programme goes beyond our countries' borders and proves that regional cooperation and reconciliation can bring solutions to long-term refugee problems in our region," says Ivica Dačić, Deputy Prime Minister of Serbia.

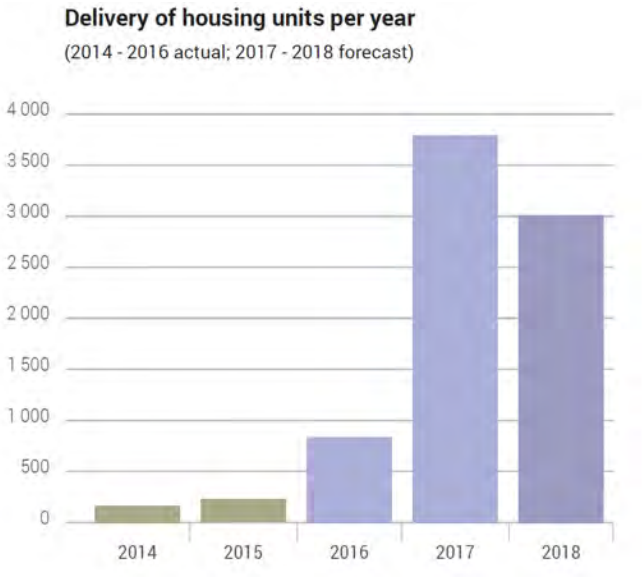
The four Partner Countries work closely together to reach their common goal. They support each other and exchange information daily to maintain a steady pace of RHP implementation, to find synergies in their work and to learn from each other's successful experiences within the RHP.

"It is important to emphasise that the RHP is beneficial not only for displaced populations but also for the entire region, as it contributes to stability and fosters good neighbourly relations," says Semiha Borovac, Minister for Human Rights and Refugees of Bosnia and Herzegovina.

Building local capacity

One of the factors that sets the RHP apart from most other housing projects in the region is the strong ownership of the Partner Countries. This helps build institutional capacity to implement projects in the future, in line with EU standards. Support to national structures is provided through technical assistance embedded within the implementing institutions to support project implementation and management. The technical assistance is funded by the European Union and channelled through the CEB.

The RHP also helps strengthen cooperation between the central government and local self-governments, as the Programme is implemented in hundreds of municipalities in the region. The support of municipalities for the RHP is vital, as they issue building permits, manage technical acceptances, provide land and infrastructure. Local administrations have a high level of ownership of the projects and are actively involved in their implementation, including in procurement and beneficiary selection.





Donors

At a recent Assembly of Donors meeting in Paris, the European Union, represented by the European Commission, the RHP's biggest donor, announced its intention to commit the full amount initially pledged to the RHP. The new funds should allow for the financing of up to 3 000 additional housing units by 2021. At the same time, Germany committed an additional € 1 million to the Fund. Other donors include Italy, Norway, Switzerland, Denmark, Turkey, Luxembourg, Cyprus, Romania, the Slovak Republic, the Czech Republic and Hungary.

RHP stakeholders agreed that the implementation of the programme, now in its fourth year, had seen significant progress. By the end of 2016, about 1 000 housing units will have been delivered, while in 2017 this figure is expected to quadruple. In 2018, close to 8 000 housing units are expected to be delivered for the benefit of more than 23 000 vulnerable refugees and internally displaced persons.

In the words of Marko Uzelac: "It is nice to know that someone cares."

La CEB approuve près de 160 millions d'euros de prêts pour 4 nouveaux projets sociaux

Le montant total des approbations pour l'année avoisine 3,5 milliards d'euros, en hausse de plus d'un milliard sur 2015.

Allemagne : un prêt de 72 millions d'euros à Investitions- und Förderbank des Landes Niedersachsen (NBank), pour financer l'un des programmes de logement social de NBank en Basse-Saxe. Quatrième Land le plus peuplé, La Basse-Saxe a accueilli près de 10% des réfugiés arrivés en Allemagne depuis 2015. NBank a développé un programme de logement social pour les personnes à faible revenu, dont des réfugiés. Les fonds de la CEB financeront la construction de nouveaux logements locatifs, la rénovation de logements existants et la modernisation de l'efficacité énergétique de logements locatifs.

Hongrie : un prêt de 16,6 millions d'euros au gouvernement afin de soutenir dans le cadre de la Facilité de cofinancement européenne le programme opérationnel "Soutien aux personnes défavorisées" pour la période 2014-2020. Cette facilité aidera la Hongrie à faire face aux grands déséquilibres sociaux qui affectent la santé, le bien-être et l'inclusion sociale des plus vulnérables. Le programme financé par la CEB est destiné à aider les familles pauvres avec enfants, les personnes âgées ayant de faibles revenus et les personnes sans abri ou handicapées.

Pologne : un prêt de 50 millions d'euros à Europejski Fundusz Leasingowy S.A. (EFL), première société de leasing polonaise, pour le cofinancement d'investissements réalisés par de petites et moyennes entreprises (PME) afin de renforcer leur compétitivité et de contribuer à la création de nouveaux emplois. Les sociétés de leasing sont particulièrement efficaces dans l'acheminement de fonds vers les petites entreprises dont la capacité d'emprunt est limitée. Les fonds de la CEB contribueront à financer des équipements productifs tels que les véhicules commerciaux, les machines, le matériel informatique et le matériel de bureau.

République slovaque : un prêt de 20 millions d'euros à Československá obchodná banka, a.s. (CSOB SK), quatrième plus grande banque du pays, pour financer des micros, petites et moyennes entreprises (MPME). Alors que le taux de chômage de demeure à un niveau élevé (9,5%) en République slovaque, le secteur des MPME contribue de manière importante à la création et au maintien d'emplois. Les fonds de la CEB financeront les investissements productifs d'une centaine de petites entreprises via le réseau des 127 agences CSOB SK réparties sur tout le territoire. Ce programme devrait avoir un impact positif sur l'emploi dans le pays.

La République slovaque crée un compte fiduciaire auprès de la CEB pour la croissance inclusive

Le Conseil d'administration de la CEB a approuvé la création par la République slovaque d'un compte fiduciaire intitulé "Compte slovaque pour la croissance inclusive" (SIGA), dont le but est de promouvoir le développement durable.

Le SIGA, doté par la République slovaque de 2 millions d'euros, vise à renforcer la croissance inclusive et un environnement durable, qui figurent parmi les lignes d'action de la Banque.

Plus précisément, le compte financera l'assistance technique, qui est essentielle pour garantir la qualité des projets de la CEB. Les fonds du SIGA seront utilisés pour des activités liées à la préparation et la mise en œuvre de projets telles que des études de faisabilité, études d'impact environnemental et social, programmes d'activité, documentations de passation de marché, accords contractuels et services de conseil.

L'accent sera mis sur des projets dans les pays cibles de la Banque, tout particulièrement ceux éligibles à l'aide publique au développement (APD), qui ont des besoins accrus en termes d'assistance technique. Exceptionnellement, des fonds pourraient aussi servir à soutenir des projets à fort impact social dans des pays membres de la CEB qui ne font pas partie du groupe des pays cibles.

À propos de la création du nouveau compte fiduciaire, le Gouverneur Wenzel déclare : "La CEB est reconnaissante à la République slovaque d'avoir créé ce compte, qui témoigne de l'engagement résolu de ce pays en faveur de la promotion du développement durable et du principe de solidarité. Nous nous réjouissons de coopérer avec la République slovaque pour appuyer la croissance inclusive en Europe, ce qui fait partie intégrante du mandat social de la Banque."

The CEB approves loans for 4 new social projects worth € 160 million

The total amount approved for this year reaches almost 3.5 billion euros, up over one billion compared to 2015.

Germany: a € 72 million loan to Investitions- und Förderbank des Landes Niedersachsen (NBank) to finance one of NBank's social housing programmes in Lower Saxony. The Federal State of Lower Saxony, which is the fourth most populous in Germany, received almost 10% of the refugees who have arrived in Germany since 2015. NBank has developed a social housing programme for low-income persons, including refugees. The CEB funds will finance the construction of new rental housing, renovation of existing dwellings, and energy efficiency improvements to rented units.

Hungary: a € 16.6 million loan to the government to support through a European Co-financing Facility the operational programme "Supporting People in Deprivation" for the period 2014-2020. The loan will help Hungary to address major social imbalances which have a negative impact on the health, well-being and social inclusion of the most vulnerable groups. The programme financed by the CEB is aimed at assisting poor families with children, low-income elderly, homeless, and persons with disabilities.

Poland: a € 50 million loan to Europejski Fundusz Leasingowy S.A. (EFL), a leading Polish leasing company, to co-finance the investments of small and medium-sized enterprises (SMEs) in order to boost their competitiveness and contribute to the creation of new jobs. Leasing companies are particularly efficient when it comes to channelling funds to small businesses with limited access to credit. The CEB funds will contribute to the acquisition of productive equipment such as commercial vehicles, machinery, IT and office equipment.

Slovak Republic: € 20 million loan to Československá obchodná banka, a.s. (CSOB SK), the country's fourth largest bank, to provide funding for micro, small and medium-sized enterprises (MSMEs). At a time when the unemployment rate in the Slovak Republic remains high at 9.5%, the MSME sector makes an important contribution to job creation and preservation. CEB funds will finance the productive investments of an estimated 100 small businesses through CSOB SK's network of 127 branches located throughout the country. The programme is expected to have a positive impact on employment in the Slovak Republic.

Slovak Republic establishes inclusive growth fiduciary account at the CEB

The Administrative Council of the CEB approved the fiduciary account set up by the Slovak Republic, named "Slovak Inclusive Growth Account" (SIGA), the purpose of which is to promote sustainable development.

The SIGA, which the Slovak Republic endowed with a grant of € 2 million, is aimed at supporting inclusive growth and environmental sustainability, which are among the CEB's main lines of action.

More specifically, the SIGA will finance technical assistance, which is key to ensuring the high quality of CEB projects. SIGA funds will be used to finance activities related to the preparation and implementation of projects, such as feasibility studies, environmental and social impact assessments, business plans, tender documentations, contractual arrangements, and advisory services.

The focus will be on projects in CEB target countries, particularly Official Development Assistance (ODA) eligible countries, which have increased needs in terms of technical assistance. In exceptional cases, SIGA funds may be used for high-impact social projects in non-target countries.



Commenting on the establishment of the new fiduciary account, Governor Wenzel said: "The CEB is grateful to the Slovak Republic for establishing this fiduciary account, which demonstrates the country's firm commitment to the promotion of sustainable development and the principle of solidarity. We look forward to working closely with the Slovak Republic to support inclusive growth in Europe, which is an integral part of the Bank's social mandate."

Principaux éléments du financement de l'activité en 2016

Afin de couvrir ses besoins de financement et de maintenir un niveau de trésorerie satisfaisant, la Banque emprunte fréquemment sur les marchés internationaux de capitaux. La CEB effectue en général deux ou trois émissions benchmark par an pour couvrir la plus grande partie de ses besoins de financement.

Conformément à ses besoins de liquidités, la Banque a utilisé 95% de son autorisation d'emprunt pour 2016, qui s'élevait à € 3,3 milliards, en plaçant six transactions dans les devises les plus rentables. À la différence des deux années précédentes, le marché du dollar a enregistré le niveau d'activité de financement le plus élevé, avec 43% du volume total émis, suivi par les marchés de l'euro (40%) et de la livre sterling (17%). Toutes les opérations de financement ont été assorties de swaps de couverture, qui annulent aussi bien le risque de taux que le risque de change.

En 2016, deux transactions ont été libellées en dollars pour un total de $ 1,5 milliard (soit € 1,35 milliard) : une nouvelle émission benchmark à 5 ans a été lancée début mars, suivie d'une transaction de $ 500 millions, fin septembre, la dernière du programme de financement 2016 de la Banque.

Les transactions de 2016 libellées en euros, également au nombre de deux, s'élèvent à un total de € 1,25 milliard. Le 1er juin, une nouvelle émission benchmark de € 1 milliard à dix ans a été effectuée, tandis que le 14 janvier a marqué la réouverture d'une ligne de crédit datant de l'an dernier de € 250 millions à échéance octobre 2022.

Concernant les transactions en livres sterling, la Banque a effectué début janvier une nouvelle émission benchmark de £ 300 millions à trois ans.

La CEB accueille le forum "MDB ALM & Risk Management"

La CEB a accueilli le 15ème forum "*MDB ALM & Risk Management*" dans ses locaux les 13 et 14 octobre. 40 représentants de 12 institutions financières internationales (IFI) y ont participé, notamment l'ADB, l'AfDB, la BEI, la BERD, l'IADB, l'IFC, l'ISDB, la MIGA, la NIB, la Banque mondiale ainsi que l'ESM, nouveau membre du forum depuis l'année dernière.

Dans un contexte économique et financier difficile, l'ALM et la gestion des risques ont un rôle de plus en plus important et constituent des éléments clés de la stratégie et du modèle économique de toute banque multilatérale de développement (*MDB*). Dans un environnement de taux d'intérêts historiquement bas, il faut non seulement faire face à la complexité des marchés et instruments financiers, mais aussi développer des solutions innovantes en termes de profitabilité, de liquidité et de financement.

Dans ce contexte, la réunion de deux jours, qui a été ouverte par le Vice-Gouverneur Monticelli, a traité de sujets d'actualité tels que les problématiques des taux d'intérêts négatifs et leur impact sur la profitabilité et la gestion de la liquidité. Un autre sujet de discussion a été l'évolution du rôle de l'ALM, à la recherche de nouvelles solutions afin de maintenir la profitabilité à un niveau approprié tout en limitant les risques. Par ailleurs, des questions telles que les défis posés à la gestion du risque de liquidité, le "*2-way CSA* (*Credit Support Annex*)", la gestion de la hausse des coûts liée aux conditions de marché ainsi que le risque de liquidité et la gestion des collatéraux ont été débattues. En outre, les nouvelles exigences réglementaires, notamment la norme comptable IFRS 9 et plus précisément le calcul de la perte attendue sur les créances et l'opportunité de remodeler la gouvernance et l'infrastructure de la gestion des risques, ont figuré à l'ordre du jour. Enfin, les participants ont eu des échanges de vues sur les nouvelles méthodologies des agences de notation et leur impact sur la gestion du risque de crédit et de la gestion de la liquidité.

Ces thématiques d'une grande complexité ont fait l'objet de plus de 15 présentations de la part des IFI invitées et de la CEB, illustrant ainsi les différentes approches des institutions financières internationales par rapport à ces mêmes sujets. Chaque présentation a été suivie par des tables rondes permettant un échange de vues plus approfondi.

En conclusion, le succès du forum souligne l'intérêt d'un partage d'expérience et d'une bonne liaison entre IFI dans ce contexte économique et financier complexe, afin d'apporter ainsi de la valeur ajoutée aux activités. En 2017, le forum sera organisé par la Banque islamique de développement à Djeddah (Arabie Saoudite).

Funding highlights 2016



In order to cover lending needs and maintain a satisfactory liquidity level, the bank is a frequent borrower in the international capital markets. The CEB usually issues two to three benchmark transactions per year to cover the bulk of its funding needs.

In line with its liquidity needs, the Bank used 95% of its € 3.3 billion borrowing authorisation for 2016, placing six transactions across the most cost-efficient currencies. As opposed to the two previous years, the US Dollar market has been the most important one for the funding activity with 43% of the total volume issued, followed by euros (40%) and British pounds (17%). All funding operations have been combined with hedging swaps, which eliminate both the interest rate risk and the currency risk.

In US Dollars, two transactions were launched in 2016 for a total of $ 1.5 billion (€ 1.35 billion equivalent), a new $ 1 billion 5-year benchmark at the beginning of March and a new $ 500 million transaction at the end of September, the latter concluding the Bank's 2016 funding programme.

In euros, two transactions were also launched in 2016, for a total of € 1.25 billion. On 1 June a new € 1 billion benchmark with a 10-year maturity was priced and on 14 January a € 250 million reopening of the October 2022 outstanding line originally issued last year.

In British pounds, the Bank priced a new £ 300 million (long) three-year benchmark in early January.

MDB ALM & Risk Management Forum hosted by the CEB

The CEB this year hosted the 15th MDB ALM & Risk Management Forum held on 13 and 14 October in the Bank's premises. The meeting was attended by 40 worldwide participants representing 12 IFIs, namely the ADB, AfDB, CAF, EIB, EBRD, IADB, IFC, ISDB, MIGA, NIB, WB, as well as the ESM, which joined the forum just last year.

In the current challenging economic and financial environment, ALM and Risk Management have become increasingly important and represent key elements in the strategy and business model of a multilateral development bank. In effect, ALM and Risk Management not only have to deal with complex financial markets and instruments, but they are also expected to develop innovative solutions on profitability, liquidity and funding in a historically low interest-rate environment.

Against this background and after Vice-Governor Monticelli's introductory address, the two-day meeting dealt with major topical issues such as the challenges of negative interest rates and their impact on profitability and liquidity management. Another subject discussed was the changing role of ALM, which is now required to find new solutions for maintaining adequate profitability while containing risks. Other areas discussed included the challenges of liquidity risk management, 2-way CSAs (Credit Support Annex) and how to cope with the increasing charges linked to market conditions as well as with increasing liquidity risk and collateral management. Also on the agenda were the new regulatory requirements, namely implementation of IFRS 9 and more specifically the calculation of expected credit loss, and the opportunity this provides to revamp risk management governance and infrastructure. Finally, participants exchanged their views on the rating agencies' new methodologies and their impact on credit risk and liquidity management.

More than 15 presentations were made on these challenging subjects by participating IFIs and CEB staff, illustrating the approaches adopted by the various IFIs and how they deal with these issues. Each slide show was followed by round table discussions enhancing the in-depth exchanges of views.

In conclusion, the overall successful outcome of this forum highlighted the relevance of exchanging experiences and liaising with IFIs in this complex economic and financial environment, thus providing added value to business. In 2017, the forum will be hosted by the Islamic Development Bank in Jeddah (Saudi Arabia).

Départ du Vice-Gouverneur Ruiz-Ligero et arrivée de Rosa María Sánchez-Yebra Alonso

Le Vice-Gouverneur Apolonio Ruiz-Ligero a achevé son mandat le 17 décembre après 15 ans de bons et loyaux service à la CEB.

Après des études d'Économie à l'Université de Madrid, M. Ruiz-Ligero est entré dans l'Administration espagnole où il est resté plus de trente ans et y a exercé pendant plus de vingt ans de hautes responsabilités dans diverses fonctions. M. Apolonio Ruiz-Ligero avait été élu Vice-Gouverneur le 19 juin 2001, réélu le 15 septembre 2005 et le 10 juin 2011.

"Je souhaite remercier M. Ruiz-Ligero pour son travail et son engagement au service de la Banque tout au long de ces 15 années, ainsi que pour le soutien qu'il m'a apporté à titre personnel," a déclaré le Gouverneur Wenzel.

Rosa-Maria Sanchez-Yebra Alonso lui succède en reprenant le portefeuille Stratégie de Développement Social.

Visites officielles du Gouverneur Wenzel

Les 19 et 20 décembre le Gouverneur de la CEB, Rolf Wenzel, s'est rendu en visite officielle en Serbie, où il a rencontré le Premier Ministre, Aleksandar Vučić, le Ministre du Travail, de l'Emploi, des Anciens combattants et des Affaires sociales, Aleksandar Vulin, et le Ministre de la Justice, Nela Kuburović.



À l'occasion de ce déplacement en Serbie, le Gouverneur s'est rendu au centre d'Adaševci, structure d'accueil des migrants financée par le MRF, qui héberge actuellement près de 1 000 migrants et refugiés (voir page 10), ainsi que sur le site de la future prison de Pančevo, dont la construction est financée par la CEB. Le Gouverneur a par ailleurs rencontré le Directeur de l'Hôpital Universitaire pour enfants de Tiršova, le Dr Zoran Radojicic, dans les locaux de cette structure médicale pédiatrique. La CEB est d'ailleurs en train d'évaluer une demande de financement du Gouvernement serbe pour la construction de nouveaux équipements et la reconstruction d'un bâtiment de l'Hôpital de Tiršova.

Toujours au cours de cette visite, le Gouverneur Wenzel a inauguré une exposition photo consacrée au Programme régional de logement à la galerie "Impact Hub" à Belgrade.

En novembre, le Gouverneur s'est rendu au Portugal for où il s'est entretenu avec plusieurs hauts représentants. Il a rencontré le Ministre des Finances, M. Mário Centeno, et le Ministre de la planification et de l'infrastructure, M. Pedro Marques. Les discussions ont porté sur les opérations actuelles de la CEB dans le pays et sur le renforcement de la coopération entre la Banque et le Portugal dans les secteurs de l'éducation, de la santé, ainsi que de la modernisation urbaine à l'échelon municipal.

Le 11 octobre, le Gouverneur était invité à participer à un échange de vues avec la Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, ainsi qu'à la 108ème Session plénière de Commission européenne pour la démocratie par le droit ("Commission de Venise") le 14 octobre. Plus tôt dans le mois le Gouverneur s'était rendu à Washington pour assister aux réunions annuelles de la Banque mondiale (BM) et du Fonds Monétaire International (FMI) et tenir des entretiens bilatéraux avec de hauts responsables de pays membres de la CEB.

En septembre, à New York, le Gouverneur a assisté à la réunion de haut niveau accueillie par l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée aux déplacements massifs des réfugiés et des migrants. Il a pris part à une table ronde sur le thème : "Pacte mondial pour le partage des responsabilités de la gestion des réfugiés ; respect du droit international".



Departure of Vice-Governor Ruiz-Ligero and arrival of Rosa María Sánchez-Yebra Alonso

Vice-Governor Apolonio Ruiz-Ligero completed his mandate on 17 December after 15 years of devoted service at the CEB. After studying economics in Madrid University, Mr Ruiz-Ligero entered the Spanish Administration where he worked for thirty years and played a role of highest responsibility during more than twenty years in various functions. Mr Ruiz-Ligero was elected Vice-Governor on 19 June 2001, re-elected on 15 September 2005 and on 10 June 2011.

"I would like to thank Mr Luiz-Rigero for his work and commitment to the Bank in the past 15 years and for his support to me personally," Governor Wenzel said.

He is succeeded by Rosa-Maria Sanchez-Yebra Alonso, who takes on the Social Development Strategy portfolio.

Governor Wenzel on official visits

On 19-20 December CEB Governor Rolf Wenzel paid an official visit to Serbia, where he met with the Prime Minister Aleksandar Vučić, Minister of Labour, Employment, Veteran and Social Affairs Aleksandar Vulin and Minister of Justice Nela Kuburović.

On the occasion of his mission to Serbia, the Governor visited the MRF-financed migrant facility in Adaševci, which currently hosts around 1 000 migrants and refugees (see page 11), as well as the building site of the Pančevo prison facility, whose construction is funded by the CEB. The Governor also met with the Director of the University Children's Hospital Tiršova, Dr Zoran Radojicic, on the premises of this paediatric healthcare facility. The CEB is currently appraising a funding request from the Government of Serbia for the construction of new facilities and reconstruction of existing building of the Tiršova Hospital.

During his visit to Serbia, Governor Wenzel opened a photo exhibition on the Regional Housing Programme at the "Impact Hub" gallery in Belgrade.

In November, the Governor was in Portugal for talks with senior officials. He met with Portugal's Minister of Finance, Mário Centeno, and Minister of Planning and Infrastructure, Pedro Marques. Discussions focused on ongoing CEB operations in the country and ways of strengthening the cooperation between Portugal and the Bank in areas such as education, health and urban modernisation at municipality level.

On 11 October, the Governor was invited to participate in an exchange of views with the Committee on Migration, Refugees and Displaced Persons of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe, as well as at the 108th Plenary Session of the European Commission for Democracy through Law ("Venice Commission") on 14 October. Earlier that month he was in Washington D.C., where he attended the Annual Meetings of the World Bank (WB) and International Monetary Fund (IMF), and held bilateral meetings with senior officials of CEB member countries.

Earlier this autumn, the Governor also attended the high-level Summit hosted by the United Nations General Assembly in New York to address the issue of large movements of refugees and migrants. He was invited to participate in a round table on the theme "Global compact for responsibility-sharing for refugees; respect for international law".

Agenda 2017

27 janvier : Réunion du Conseil d'administration de la CEB (Paris)

16-17 mars : Réunion du Conseil d'administration de la CEB (Paris)

30 mars-2 avril : Réunion annuelle de la Banque interaméricaine de développement (Asunción, Paraguay)

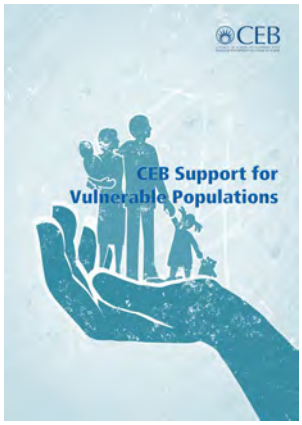
7 avril : Réunion du Conseil de direction de la CEB (Paris)

Brèves

Le 2 décembre 2016, le Conseil de direction a approuvé la nouvelle Politique d'Information Publique afin de prendre en compte les changements apportés à la Politique environnementale, d'assurer une cohérence accrue avec l'information mise à disposition du public sur le site web de la Banque et de procéder à un effort de clarification supplémentaire pour une meilleure application du principe clef de transparence.



Publications



Le soutien de la CEB aux populations vulnérables et sa version résumée

Briefing notes
The CEB's response to the needs of migrants and refugees

Supporting the transition to a low-carbon and climate-resilient economy: the role of climate finance



Agenda 2017

27 January: Meeting of the CEB's Administrative Council (Paris)

16-17 March: Meeting of the CEB's Administrative Council (Paris)

30 March-2 April: Annual Meeting of the Inter-American Development Bank (Asunción, Paraguay)

7 April: Meeting of the CEB's Governing Board (Paris)

In brief

On 2 December 2016, the Governing Board approved the New Public Information Policy in order to take into account the changes made to the Environmental Policy, to ensure better consistency with the information available to the public on the Bank's website and to provide further clarification so that the key principle of transparency is better enforced.



Publications



CEB Support for Vulnerable Populations and its abstract

Briefing notes
The CEB's response to the needs of migrants and refugees

Supporting the transition to a low-carbon and climate-resilient economy: the role of climate finance



CEB
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE



A propos de la CEB …

Fondée en 1956, la CEB (Banque de Développement du Conseil de l'Europe) compte 41 États membres, dont 22 pays d'Europe centrale, orientale et du Sud-Est formant les pays cibles de la Banque.
Instrument majeur de la politique de solidarité sociale en Europe, elle finance des projets sociaux en mettant à leur service des ressources levées dans des conditions reflétant la qualité de sa signature. Elle accorde ainsi des prêts à ses États membres, à des institutions financières et à des collectivités locales, pour le financement de projets dans le domaine social, conformément à son Statut.

About the CEB …

Set up in 1956, the CEB (Council of Europe Development Bank) has 41 member states. 22 Central, Eastern and South Eastern European countries, forming the Bank's target countries, are listed among the member states.
As a major instrument of the policy of solidarity in Europe, the Bank finances social projects by making available resources raised in conditions reflecting the quality of its rating. It thus grants loans to its member states, to financial institutions and to local authorities for the financing of projects in the social sector, in accordance with its Articles of Agreement.

55 avenue Kléber • FR-75116 PARIS
Tel: +33 (0)1 47 55 55 00 • Fax: +33 (0)1 47 55 03 38 • e-mail: info@coebank.org

www.coebank.org